



HUMAN
RIGHTS
WATCH

« BIEN LOIN DE LA RÉCONCILIATION »

Répression militaire abusive en réponse aux menaces sécuritaires en Côte d'Ivoire

« BIEN LOIN DE LA RÉCONCILIATION »

Répression militaire abusive en réponse aux menaces sécuritaires en Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire continue de subir les contrecoups de la crise postélectorale meurtrière de 2010-2011. Une série d'attaques apparemment coordonnées et bien organisées contre des installations militaires en août 2012—probablement menées, du moins en partie, par des militants fidèles à l'ancien président Laurent Gbagbo—a provoqué une vague de répression brutale et abusive de la part de l'armée ivoirienne.

Ce rapport documente les arrestations arbitraires quasi quotidiennes et les détentions illégales pratiquées par l'armée en août et au début du mois de septembre, période à laquelle des centaines de jeunes hommes issus de groupes ethniques perçus comme pro-Gbagbo ont été appréhendés en masse, apparemment sur la base de leur ethnicité et de leur quartier de résidence. Des soldats ont soumis les détenus à des traitements inhumains et, dans certains cas, à des actes de torture, en les frappant brutalement lors des interrogatoires. De nombreux soldats ont instauré un système d'extorsion lucratif, exigeant des détenus le paiement d'une somme en échange de leur libération.

Certains commandants qui ont supervisé la répression abusive du mois d'août ont été précédemment impliqués dans des crimes graves pendant la dernière décennie de violence politico-militaire. La persistance des abus commis sous l'autorité des mêmes commandants est révélatrice du coût de l'impunité dont bénéficient les forces liées au gouvernement du président Alassane Ouattara.

Alors que le gouvernement a la responsabilité de répondre aux menaces sécuritaires, les autorités peuvent et doivent agir conformément à la loi ivoirienne et au droit international. Les autorités doivent également faire preuve de leur détermination à poursuivre en justice les membres des forces de sécurité qui ont commis des abus graves comme la torture. Les attaques et les ripostes entachées de violence ont divisé encore davantage un pays déjà marqué par des clivages communautaires dangereux.

Le rapport « *Bien loin de la réconciliation* » s'appuie sur une mission de recherche de trois semaines menée en Côte d'Ivoire entre la fin du mois d'août et le début du mois de septembre 2012. Human Rights Watch a interrogé 39 personnes qui ont été arrêtées et détenues à la suite des attaques d'août, ainsi que 14 témoins oculaires d'arrestations massives, de passages à tabac et d'autres exactions.



Des soldats des Forces républicaines de Côte d'Ivoire patrouillent dans les rues de Dabou le 16 août 2012, suite aux attaques menées la nuit précédente contre la base militaire et la prison de la ville.

© 2012 AFP PHOTO/ SIA KAMBOU